

19 février 2013 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

# Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur les relations entre la France et la Grèce et sur les Français de l'étranger, à Athènes le 19 février 2013.

Monsieur l'ambassadeur,

Monsieur le proviseur,

Mesdames et Messieurs les élus qui représentent la communauté ici rassemblée,

Mesdames, et Messieurs,

Je suis heureux de vous retrouver au lycée. Cela me rajeunit avec des ministres qui m'accompagnent dans ce déplacement, M. MOSCOVICI, ministre de l'Économie et des Finances, Mme Sylvia PINEL, qui est ministre de l'Artisanat, du Commerce et du Tourisme et M. Bernard CAZENEUVE, qui est ministre délégué aux Affaires Européennes.

Je viens comme ami de la Grèce, dans un moment éprouvant pour le peuple grec, qui vit depuis 6 ans dans la récession, dans les efforts constamment réclamés, dans les sacrifices. Vous êtes suffisamment témoins de cette situation pour que je ne la décrive pas davantage.

Je viens en ami de la Grèce, c'est-à-dire un pays avec lequel nous avons depuis longtemps tissé des liens historiques, puisque nous nous enorgueillissons d'avoir contribué à la dépendance de la Grèce, à l'avènement et au retour de la démocratie en 1974, à l'adhésion de la Grèce à l'Europe et à son entrée dans la Zone euro. C'est pourquoi nous avons fait tout ce qui était dans notre pouvoir d'influence, de conviction mais également de solidarité pour que la Grèce reste dans la zone euro. Nous l'avons fait d'ailleurs pour la Grèce, mais aussi pour l'Europe. Car si la Grèce était sortie de la Zone euro, ceût été pour l'ensemble de l'Europe et pour la Zone euro une période d'instabilité qui se serait prolongée, avec des doutes sur d'autres pays. Le ministre de l'Économie et des Finances, Pierre MOSCOVICI a été particulièrement actif, notamment dans toute cette période du mois de novembre, pour que nous puissions aboutir à cet accord.

Aujourd'hui je voulais venir en Grèce, non plus pour parler de la Zone euro, car la crise que nous avons traversée est finie mais pour parler de la sortie de la crise économique que nous devons faciliter en Grèce comme partout en Europe.

Je suis venu aussi pour encourager le gouvernement de coalition conduit par Antonis SAMARAS, parce qu'il fait un travail courageux. Il le fait au nom de son peuple, de son pays mais il le fait aussi au nom de l'Europe car la facilité aurait pu être aussi, exténués par les efforts demandés, que les dirigeants grecs finalement se résignent à sortir de la Zone euro et peut-être de l'Europe. Ceût été, je le crois, une régression.

En même temps, il arrive un moment où nous ne pouvons plus parler sacrifices, efforts, douleurs, comme si nous faire mal ensemble nous rendait plus heureux. Non, nous devons faire en sorte que la confiance qui a été retrouvée puisse être mise au service de la croissance. C'est le grand enjeu pour les mois et les années qui viennent.

Je suis dans un lycée, donc avec des jeunes, qui se posent la question partout en Europe, « est-ce qu'il nous est préparé un destin à la hauteur de nos ambitions, de nos rêves, de nos volontés ? » Est-ce qu'on peut bâtir encore sa vie dans un pays, la Grèce, où il y a 60% de chômage pour les moins de 25 ans, en France où il y a près de 25% de jeunes qui sont au chômage. Dois-je égrener tout ce que, hélas, l'Europe charrie dangoisse, de précarité ? Nous avons le devoir de faire que nous puissions donner à cette génération de nouveau. espoir.

que nous pensions donner à cette génération deocrates, espèrent.

Alors, avec le Premier ministre grec, nous nous sommes engagés à ce que, maintenant, dans la nouvelle phase qui doit souvrir, les entreprises françaises viennent investir en Grèce. Il ne sagit plus de faire des prêts, voire même des dons, des abandons de créance, des aménagements de dettes, il sagit de participer ensemble à un élan pour donner davantage de croissance, dactivité, demplois à la Grèce.

Il ny a pas que la Grèce qui est concernée. Nous avons une Europe qui, cest vrai, est sortie de la crise qui frappait les marchés et en tout cas qui levait des doutes chez un certain nombre dinvestisseurs. Nous navons pas encore crée lélément de confiance indispensable pour quil y ait de lemploi et de la croissance.

En France nous avons constaté quau dernier trimestre de lannée 2012, nous avons eu une baisse de la croissance de 0,3%. Nous avons regardé ce que faisaient nos voisins, la zone euro cétait -0,6%. Nous aurions pu nous dire « grande victoire nous faisons -0,3, les autres font -0,6 ». Enfin, cest quand même des moins. Pour ce que jai appris au lycée, moins plus moins ça fait toujours moins. Cela nest que lorsque cest multiplié par moins que ça peut faire plus. Nous nen sommes pas là.

Il nous faut sortir de cette torpeur qui nous a saisis. Il faut bien sûr mettre de lordre dans les comptes publics, partout, en France comme ailleurs, mais nous mettre sur un sentier de croissance, sur le chemin de lactivité et de lemploi. Ici en Grèce, beaucoup dépendra de la volonté des entreprises françaises dinvestir.

Le Premier ministre grec nous a confié, enfin cétait public, quil lançait un grand programme de privatisations. Je ne me pose pas la question de savoir si idéologiquement cest bien ou ce nest pas bien.

Ce qui est clair, cest quil y a une demande qui nous est adressée, aux entreprises françaises. Beaucoup ici représentent lactivité économique française en Grèce. Je madresse également à ces personnes. Oui nous devons répondre présents à loffre qui nous est faite. Il faut que ce qui a été finalement construit par les générations précédentes, ici en Grèce, puisque il y a de nombreuses entreprises qui existent depuis longtemps, on me citait le cas dAir Liquide qui est là depuis un siècle et dautres qui ont un centre de recherches comme Bic. Il faut que nous puissions ensemble répondre à toutes ces sollicitations et offrir notre technologie, notre savoir-faire et permettre une activité nouvelle pour la Grèce et pour la France. Il ne sagit plus de prêts, il ne sagit plus de dons, il sagit de partenariats, dactions communes pour la croissance en Europe.

Je voulais donc vous donner ces informations sur le déplacement que je fais. Je voulais vous rencontrer parce que cest une communauté importante, monsieur lambassadeur, messieurs les consuls, qui êtes au contact de cette communauté française, qui ici a accompagné le peuple grec, parfois parce que liée familialement à des grecs ou liée professionnellement à des entreprises installées en Grèce. Je voulais ici vous dire toute ma gratitude davoir accompagné la Grèce dans ce moment si difficile, davoir été fidèles, davoir été présents, davoir servi aussi votre pays. Je voulais aussi dire à tous ces fonctionnaires qui travaillent ici, au consulat, dans les établissements scolaires, combien nous avons confiance en eux parce que cest très important de garder une présence malgré nos propres difficultés budgétaires.

Mais la langue française, même si elle est en recul parfois dans certains pays, et moi je ne my résous pas, la langue française cest, non pas la propriété de la France, cest un patrimoine que nous partageons et un honneur que beaucoup de pays ou de locuteurs nous font, en parlant notre langue.

Nous étions reçus par le gouvernement grec, un gouvernement de coalition. Ils se sont tous exprimés en français, sauf le ministre de lEconomie et des Finances qui a voulu parler anglais parce que cest la langue des marchés. Il nous a demandé notre indulgence, nous la lui avons accordée car il fait du bon travail. Mais, quelle fierté, et en même temps, quelle reconnaissance ! Comment ces dirigeants grecs, dune certaine génération, la mienne, ont pu parler français ? Parce quil y a eu des établissements, comme ici, qui accueillent non seulement des élèves français mais des élèves grecs, et qui transmettent notre langue et notre culture qui ensuite se perpétuent. Il y a aussi, un des dirigeants qui me disait quil était passé par la mission laïque de

Thessalonique, il a insisté sur Thessalonique et laïque, sur mission, il voulait montrer là qu'il était pleinement fier d'avoir appris le français dans ce cadre-là.

Je veux saluer tous ces établissements, tous ces enseignants, tous ces personnels qui se dévouent pour que puisse être parlée notre langue, diffusée notre culture, également l'institut français d'Athènes, l'institut français de Thessalonique, bref tous ceux qui participent à la diffusion de ce que nous appelons l'exception culturelle mais qui vaut pour tous les pays. Il y a une exception culturelle grecque que nous devons aussi promouvoir parce que la culture ce n'est pas une marchandise comme les autres et que l'Europe c'est d'abord un ensemble de valeurs, de principes. Je le dis ici en Grèce, berceau de la démocratie.

Voilà ce que je voulais vous signifier. Je pense beaucoup aux Français qui vivent à l'étranger. Nous avons même au sein du gouvernement un ministre qui les défend, les représente, de même que nous avons maintenant des députés qui représentent les français de l'étranger. Il y a une circonscription, je crois quelle va être de nouveau en campagne électorale après une décision du Conseil constitutionnel. Il y a des sénateurs qui représentent les Français de l'étranger, et il y a des élus des Français de l'étranger, je les salue ici pour ceux qui représentent cette communauté. Oui, je pense beaucoup aux Français qui vivent à l'étranger, dans tous les pays, en Europe parce que c'est là que nous avons nos intérêts principaux, c'est là que nous avons nos solidarités les plus fortes, et vous en êtes ici l'expression. Cela contribue à tisser des liens, à porter un destin commun.

Je pense aussi à ces Français qui sont dans des régions exposées. Ce matin j'apprenais que sept de nos ressortissants trois adultes, quatre enfants avaient été enlevés au Cameroun. Les parents travaillaient dans une entreprise française implantée au Cameroun, dans une entreprise qui contribuait au développement de ce pays, le Cameroun, mais aussi permettait la création de richesses, d'activité pour le Cameroun et pour la France. Ils ont été enlevés par un groupe terroriste, car même dans cette partie-là de l'Afrique la menace existe. Un groupe terroriste sans doute installé au Nigeria et nos ressortissants sont peut-être capturés ou en voie de l'être là-bas. Nous devons leur manifester notre solidarité, dire que nous ferons tout pour les faire libérer, j'espère dans les prochains jours.

Mais je prends la mesure du risque que beaucoup de nos compatriotes rencontrent en vivant à l'étranger. Vous savez que nous avons engagé une action au nom de la France, mais au nom de la communauté internationale, au Mali, pour lutter contre ces groupes terroristes. En ce moment-même, au moment où je parle, une opération est engagée avec là-encore des risques, courus cette fois par nos soldats, pour permettre l'éradication du terrorisme dans cette partie-là de l'Afrique, dont on voit bien qu'il y a des risques de diffusion.

J'ai donc grande reconnaissance pour ces plus de deux millions de compatriotes qui vivent à l'étranger et qui contribuent à marquer l'influence de la France, son rayonnement, sa présence. Je voulais donc au terme de cette visite, trop courte, en Grèce, vous exprimer ma gratitude.

Vous dire aussi que nous sommes liés les uns aux autres par le destin que nous devons préparer pour notre pays : former les jeunes générations, leur donner la meilleure éducation possible, c'est-à-dire leur transmettre le savoir, l'excellence et les techniques de demain. Nous devons aussi permettre aux jeunes d'avoir davantage de garanties pour entrer dans la vie professionnelle et c'est tout le jeu des emplois d'avenir, des contrats de génération.

Mais nous devons surtout montrer qu'il y a une espérance, même dans ces moments difficiles où nous parlons toujours de discipline budgétaire nécessaire -, de redressement des comptes publics indispensables -. Nous, nous devons dire que nous avons une vision de l'avenir, que nous allons nous engager, que nous avons des atouts, des capacités qui permettront à notre pays de trouver toute sa place. Quand je vois, et c'était aussi l'intérêt de ce voyage ici en Grèce, l'attention qui est portée à la France et c'est vrai pour beaucoup de Grecs, mais partout dans le monde - j'étais encore il y a quelques jours en Inde la France n'est pas n'importe quel pays. La France n'est pas un pays très peuplé encore que nous avons un taux de natalité qui nous permet d'en avoir, dans quelques années - je ne le verrai pas moi-même mais peut-être vous - être un jour le plus peuplé d'Europe. Enfin si vous continuez au même rythme que nous !

Mais nous sommes un grand pays, bien plus que par notre population. Nous sommes un grand pays par notre histoire, par nos valeurs, par nos principes et donc par le regard qui est porté sur nous, parce que beaucoup attendent de la France pas seulement de la générosité ou de la solidarité mais de l'innovation, du lesprit dentreprise, de savoir-faire, de l'excellence, de la découverte, de la recherche. Nous avons un bon niveau de recherche, des chercheurs qui obtiennent des prix Nobels. Nous avons un niveau universitaire qui est reconnu. Nous avons des entreprises et on le voit ici qui sont parmi les meilleures du monde dans les domaines de lénergie, de leau, de laménagement urbain, des transports. Nous devons montrer que la France a et aura toujours sa place dans le monde et a la vocation à répondre à lattente qui est portée vers elle et sur elle. Merci dy contribuer parce que cest en étant ici présents, parfois pour peu de temps, pour un passage professionnel, pour un passage pour un moment détudes, parfois pour très longtemps, parfois pour toujours, parce quici il y a aussi des binationaux qui se sentent aussi Grecs que Français, il nest pas question dailleurs de leur demander de choisir. Nous avons grâce à vous, une influence qui demeure, une présence qui se perpétue et je crois que lorsquon parle de la France, on parle des Français de létranger. Merci.